

LA LETTRE DU 18 JUIN


N° 268 juin 2024- Trente et unième année



Le combat de l'avenir

SOMMAIRE

-LA FRANCE SOVIETIQUE ... Jacques MYARD	page 2
-Résister ou périr, la grande leçon de l'histoire... Christine ALFARGE	page 4
-Européennes de juin 2024 : pour quoi ?...Paul Kloboukoff	page 6
-Georges Pompidou Hommage de Pierre Messmer	page 8
-Béret vert Livre de Philippe Kieffer	page 9
-EXPOSITION « Eisenhower-De Gaulle: de l'amitié à l'alliance, dans la guerre et dans la paix »	page 10



APPEL DU 18 JUIN

1940 - 2024

La lettre du 18 juin prend ses congés d'été. Retrouvons-nous au mois de Septembre pour reprendre le fil de l'actualité gaulliste. Dans l'attente, vous pouvez compléter votre tour d'horizon de l'actualité, en consultant notre site <https://www.academie-gaullisme.fr>



Par Jacques MYARD,

« L'inertie bureaucratique est l'un des héritages du tsarisme que le régime soviétique a fait fructifier merveilleusement. » Olivier Rolin.

L'administration française sous la férule des technocrates qui ont pris le pouvoir est effectivement dans la ligne et tradition soviétiques.

« Bureaucrates du monde entier, unissez-vous ! », telle est la réalité ! La démonstration, sur la base de dossiers bien connus des élus et des Français, vaut mieux que de longs discours.

La loi SRU et celles qui suivent, lois Duflot et ELAN, sont de petits chefs-d'œuvre idéologiques.

Ces lois exigent que toutes les communes de France et de Navarre – ou presque – doivent avoir 25 % de logements sociaux, quelle que soient les contraintes locales, absence de terrains à bâtir ou autres. A défaut, les contribuables devront payer des amendes, un véritable racket de l'État qui a ainsi transféré aux communes ses obligations de bâtir.

Le summum de ces lois absurdes, au-delà des contraintes matérielles et financières, est en fait la philosophie politique qu'elles sous-tendent : au nom de quoi des Français doivent vivre dans des logements sociaux, de manière assistée ? Où est la politique des revenus de la Nation pour permettre à nos concitoyens de bénéficier de revenus suffisants pour se loger ?

Bien pire, ce système est géré par une flotte de fonctionnaires au ministère des affaires sociales qui défendent mordicus ce système aliénant qui justifie leur existence ; la boucle est bouclée !

Sans oublier les centaines de milliers de logements vides en province qui n'attendent qu'à être réhabilités pour accueillir des familles pourvu qu'on incite les entreprises à s'y installer : où est l'aménagement du territoire ?

Fiscalité, juste un peu orientée à la mode soviétique !

Savez-vous que depuis l'abolition de la taxe d'habitation par le Grand Timonier, les ressources des collectivités locales (communes, agglomérations, régions) ne pèsent que sur les vilains propriétaires. Cela me rappelle la fameuse phrase du camarade Marchais : « Il faut prendre l'argent là où elle est ».

Est-il légitime que des locataires riches ne payent rien à leur commune de résidence où ils bénéficient des écoles, des crèches, des équipements sportifs et culturels ?

Non, c'est une violation constitutionnelle de l'égalité devant l'impôt établie par la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen à l'article 13 ; il est vrai, cette injustice fiscale de date pas d'hier ...

Pis encore, les départements n'ont plus de ressources fiscales et ne peuvent boucler leur budget que grâce aux honoraires sur les mutations immobilières, aujourd'hui en chute libre, en raison de la hausse des taux bancaires de la BCE sous la pression de l'Allemagne !

Ainsi, le Département des Yvelines fait face à une diminution de 150 millions d'€ de ses ressources alors qu'il doit assurer des aides sociales croissantes.
UBU est ROI !

LA FRANCE SOVIÉTIQUE



MEDIAS SOUS CONTROLE

-La PRAVDA est bien vivante, et attention pour le journaliste travaillant dans un média étatique dit du « service public » à ne pas franchir la ligne rouge, en passant outre la doxa officielle.

Un journaliste de France Info vient de se faire licencier pour avoir osé prendre l'attache de Jordan Bardella, président du RN, afin d'écrire son autobiographie. Le journal Le Monde dans un grand élan de solidarité a tout simplement dénoncé ce journaliste coupable d'entretenir des liens sulfureux avec la RN. Pour Radio France, la ligne officielle ne peut souffrir de faiblesses de journaliste dont le métier est de s'informer avant d'informer.

Quant au journal Le Monde, le grand Pierre Viasson-Ponté ancien directeur vient d'être enterré une nouvelle fois à cent pieds sous terre ! Il est vrai que nous n'avons plus guère d'illusions sur ce quotidien du soir ...

-Mais il y a encore mieux sur le contrôle de l'information et même de la science.

Nos chers médias refusent l'antenne à tous les scientifiques qui émettent des doutes sur la vérité révélée du GIEC.

Les rédactions ont à ce titre écrit à leurs journalistes un texte incroyable : « La Charte pour un journalisme à la hauteur de l'urgence écologique. »

Cette Charte de Septembre 2022 dispose :

« Le consensus scientifique est clair : la crise climatique et le déclin rapide de la biodiversité sont en cours et les activités humaines en sont à l'origine... »

Dans son sixième rapport, le GIEC insiste sur le rôle crucial des médias pour « cadrer et transmettre les informations sur le changement climatique »

Il appartient à l'ensemble des journalistes d'être à la hauteur du défi que représente l'emballement du climat pour les générations actuelles et à venir. Face à l'urgence absolue de la situation, nous, journalistes, devons

modifier notre façon de travailler pour intégrer pleinement cet enjeu dans le traitement de l'information. ...

Nous invitons donc la profession à (...) »

Suivent 12 articles dont le 7e s'intitule : « Révéler les stratégies produites pour semer le doute dans l'esprit du public. »

Et cet article ajoute : « Certains intérêts économiques et politiques œuvrent activement à la construction de propos qui trompent la compréhension des sujets et retardent l'action nécessaire pour affronter les bouleversements en cours. »

En d'autres termes, faites taire tous les scientifiques qui mettent en doute les vérités révélées du GIEC, véritable gourou, et interdisez-les d'antenne !

Cette démarche rappelle étrangement la science officielle de l'URSS, le Lyssenkisme, d'après le Héros de l'URSS Trofim Lyssenko, ami de Staline, « inventeur » de la « vernalisation » qui augmenterait grandement la production du blé, à un moment où la collectivisation des terres ruinait l'agriculture soviétique.

Le Lyssenkisme est l'exemple de la science corrompue par l'idéologie politique.

Cette démarche rappelle aussi le procès de Galilée en 1610 par l'inquisition qui accuse le génial savant de remettre en cause le géocentrisme, la terre au centre de l'univers, une vérité biblique !

Empêcher le nécessaire débat sur les vérités révélées du GIEC est une faute. Le propre de la science est d'être toujours en débat, remise en cause. La science officielle est la négation de la science.

Le règne et le diktat des technocrates, véritable nomenklatura

Les élus, députés ou maires, n'ont plus de pouvoir, ils obéissent aux multiples normes que les politiques ont votées et confiées à la technocratie qui a désormais pris le pouvoir et l'exerce avec le renfort de la Justice saisie par les ONG notamment.

A cet égard, l'urbanisme échappe désormais de plus en plus à la maîtrise d'élaboration de son cadre réglementaire par les maires.

Le « Porter à connaissance » de l'État adressé à la Région Ile- de- France, document que j'ai analysé en détail, démontre que la Région n'est devenue qu'un niveau déconcentré de l'action de l'État, aux ordres !

Le démembrement de la France soviétique.

Ce n'est pas un paradoxe ou une pirouette, on assiste au démembrement de la France soviétique résultant de la montée en puissance de nouveaux acteurs qui se substituent au pouvoir régalien. Il s'agit des ONG qui ont désormais accaparé le pouvoir à leurs fins et sont tout entières attachées à faire prospérer leurs fonds de commerce.

L'ONG Anticor est un exemple topique de la reprise de l'action publique pour lutter contre la corruption, possibilité dévolue normalement au parquet par le code de procédure pénale. Même si des décisions de justice viennent de contester l'action de cette ONG, le pouvoir accordé à Anticor en dit long sur le délabrement de l'État dont la justice est un service public régalien !

Ces organisations n'ont de cesse d'agir en politique et de se propulser dans les tribunaux pour faire plier les gouvernements et les autorités élues.

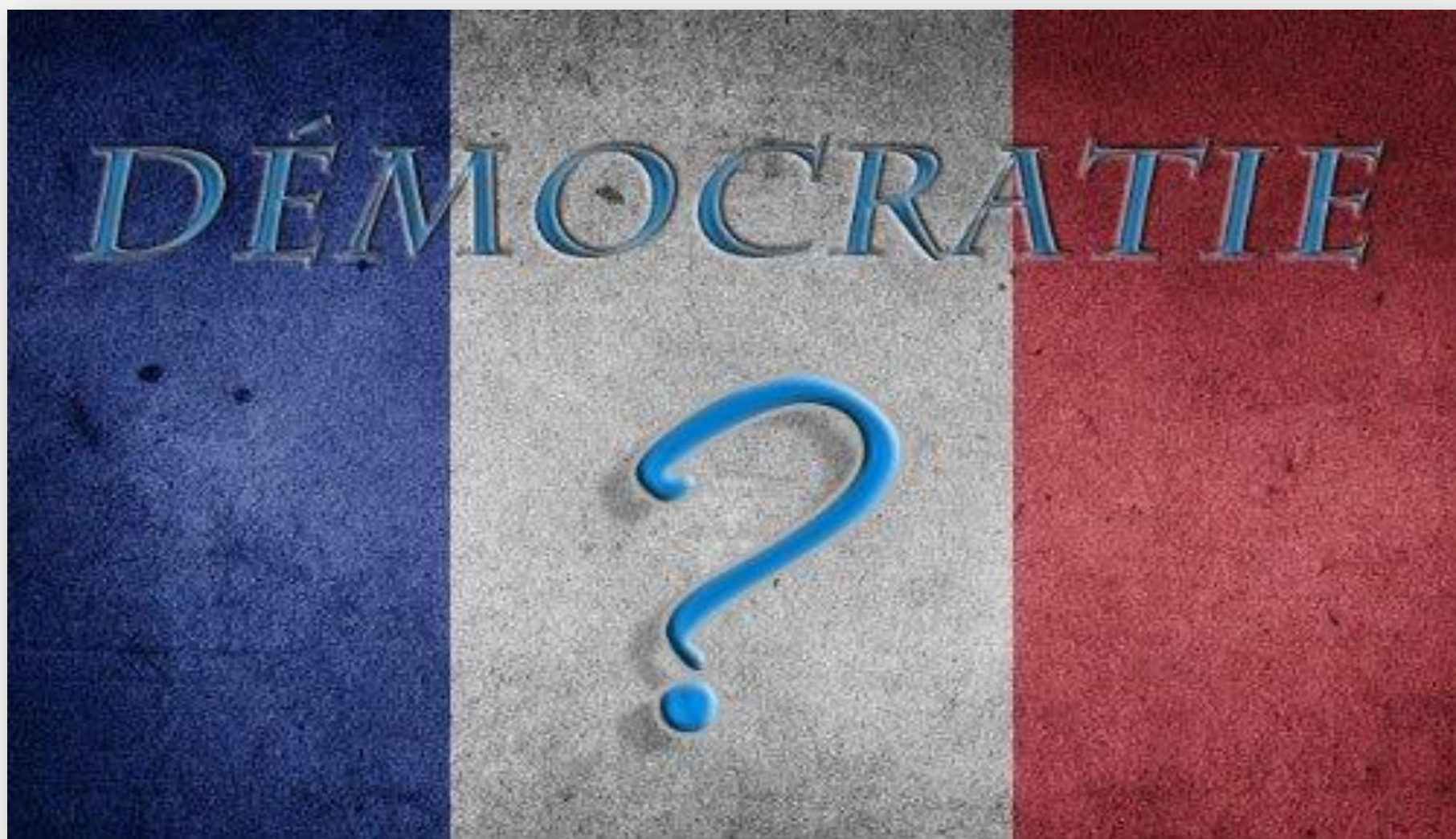
Elles agissent très largement avec le soutien de l'opinion publique qui n'a plus confiance dans la parole des gouvernements.

« Le régime de l'Union soviétique est en réalité celui de l'État sans le peuple »

Jacques Huntziger, ambassadeur

Il n'y a plus d'interrogations à avoir, la France a rejoint la Russie soviétique !

**Jacques Myard Maire de Maisons-Laffitte Membre honoraire du Parlement, Président du CNR et de l'Académie du gaullisme.*





Résister ou périr, la grande leçon de l'histoire

Par Christine ALFARGE,

« Il existe une éloquence des actes qui n'est point celle de la parole, bien qu'elle la suscite souvent, l'appel du 18 juin lui appartient. » écrivait André Malraux, l'ami fidèle du général De Gaulle.

Quelle aurait été la France sans De Gaulle?

Dans les circonstances exceptionnelles de juin 1940 où l'état ne jouait plus son rôle, laissant le pays sombrer dans un chaos inouï, le courage et la volonté du général De Gaulle de surmonter les difficultés ont changé le cours des choses.

« Il a rendu à la France une force liée à lui, et d'abord à notre faiblesse » [...] « Il y a dans son prestige, maints éléments rationnels, il a été le libérateur, le solitaire vainqueur, l'intraitable, la résurrection de l'énergie nationale et par conséquent l'espoir, même en 1958...il portait la France en lui. » écrivait André Malraux.

L'esprit de résistance, c'est la flamme qui est en nous, le courage de ne jamais céder, de combattre. Fidèle à Jean Moulin et son action de résistance, Daniel Cordier dira « le seul choix qui vaille dans la vie, c'est celui de combattre pour la liberté ». Il n'y eut jamais plus bel exemple que 1940. Que vaut la vie sans une mystique qui l'élève ? C'est ce qu'écrivait Yves Guéna en 1941, dans une lettre à son ami Daniel Cordier. Winston Churchill, quant à lui, artisan infatigable auprès du Général de Gaulle pour permettre à la France de reconquérir sa liberté, écrira « ...La résistance qui est au cœur de la mystique gaulliste... ».

La France libre ou l'instinct de vaincre.

Lorsqu'il n'y a plus de repères, où retrouver un sens, une direction ? Comment garder la foi comme Daniel Cordier et tous ceux qui ont accompli des actes de bravoure, sûrs de prendre la bonne décision ? 1940, le mystère des deux Frances taraude notre esprit depuis longtemps. L'une représentant la majorité silencieuse sur les routes de l'exode, subissant aveuglement, n'étant plus disposée à défendre les valeurs républicaines, plongée dans l'inconscient collectif sans doute par manque de discernement et de volonté laissant s'installer un chaos inouï dans tout le pays. Alors que l'effondrement des institutions précipite le peuple exsangue dans un profond renoncement, tout semble perdu définitivement. Et pourtant, le sort de la France va en être décidé autrement parce qu'il n'y a pas de fatalité.

C'est cette France-là que nous voulons honorer, celle de la résistance, la France combattante du Général de Gaulle sans laquelle nous aurions été humiliés dans la défaite et bien plus encore la soumission. A l'été 1940, la force de l'engagement dans la France libre est déterminante pour résister tant sur le plan extérieur que sur le plan intérieur. Les premiers résistants venaient de tous les horizons sans jamais se résigner à la défaite, combattre pour libérer la France, c'est dans cette conviction instinctive qu'ils gardaient l'espoir de vaincre.

« En juillet 40, la France Libre, c'est le général De Gaulle avec une poignée de patriotes, résolu et désintéressés. Ils cherchent à sauver l'honneur et ils trouveront le chemin de la victoire. » [...] « Presque tous les volontaires de la France Libre sont jeunes, donc sans grade ou de grade subalterne [...] Les Français libres appartiennent à toutes les classes sociales, surtout les plus populaires, ce qui d'entrer de jeu, marquera le gaullisme. » écrivait Pierre Messmer.

Pourquoi avaient-ils choisi de se rallier à la France libre ?

« Pétain avait tué la France glorieuse » écrivait Daniel Cordier. Avant tout, ces volontaires de la France libre ne voulaient pas subir l'occupation de leur pays, par un réflexe conditionné à un refus absolu de penser que la guerre était perdue, ils rejoindront l'Angleterre. Chacun garde le souvenir fort où pour la première fois il a vu surgir le Général de Gaulle. Aucun de ces jeunes n'avait entendu l'appel du 18 juin ni ne connaissait son nom. Quand le Général apparaît quelques instants le 6 juillet 1940, à l'Olympia de Londres, il lance ces mots « Je ne vous féliciterai pas d'être venus, vous avez fait votre devoir. Quand la France agonise, ses enfants se



doivent de la sauver. Vous avez de la chance, jeunes Français, car vous voyagerez beaucoup. Ce sera long, ce sera dur, mais à la fin, nous vaincrons ». L'instant est crucial, la France libre est née de cette conviction et de cette volonté.

Le général De Gaulle incarnera la pierre angulaire d'un engagement à toute épreuve pour son pays à travers son célèbre appel à la radio de Londres. Extrait de l'appel du 18 juin 40 : « Moi, général de GAULLE, actuellement à Londres, j'invite les officiers et les soldats français qui se trouvent en territoire britannique ou qui viendraient à s'y trouver, avec leurs armes ou sans leurs armes, j'invite les ingénieurs et les ouvriers spécialistes des industries d'armement qui se trouvent en territoire britannique ou qui viendraient à s'y trouver, à se mettre en rapport avec moi. Quoi qu'il arrive, la flamme de la résistance ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas. Demain comme aujourd'hui, je parlerai à la Radio de Londres ».

Cet appel à continuer le combat en constituant une force militaire sous le drapeau français aura l'adhésion de civils ou de militaires qui s'engageront dans les Forces françaises libres et porteront avec une fidélité sans faille les armes de la France libre jusqu'à la capitulation allemande. Les événements de l'histoire montreront combien leurs combats furent héroïques sur tous les champs de bataille.

Au nom de la France libre, en 1941, le général De Gaulle propose à Staline l'envoi d'une formation combattante, le groupe d'aviation de chasse GC-3 Normandie. Arrivés fin 1942 en Russie, les 43 premiers volontaires français combattent aux côtés du 18^{ème} régiment de chasse de la garde russe. Jusqu'à la fin de la guerre, le GC-3 Normandie devenu le « Normandie-Niemen », participe à trois campagnes majeures contre les armées allemandes. « Normandie-Niemen », une des pages héroïques des Forces Françaises Libres, permet au général De Gaulle de renforcer sa crédibilité en des temps où il en a un besoin urgent.

Entre le 26 mai et le 11 juin 1942, la bataille de Bir Hakeim incarnera le courage de la première Division française libre face aux troupes allemandes de l'Africa Korps et la division blindée italienne Ariete.

Le général Saint-Hillier écrira dans ses carnets tenus précieusement, la détermination et l'héroïsme de ses compagnons disparus. Grâce à la bravoure des Français Libres, cet épisode capital de Bir Hakeim permettra aux Britanniques en difficulté de se replier et finalement triompher dans une oasis égyptienne à El Alamein. Churchill en liesse après la deuxième bataille triomphale de El Alamein, lancera à Londres : « Ce n'est pas la fin, ni même le commencement de la fin, mais c'est la fin du commencement ».

Le soutien britannique sera déterminant.

Le 12 février 1943, Jean Moulin qui avait pris la tête au nom du général De Gaulle de l'ensemble des organisations de résistance, revint en Angleterre, en même temps que le général Delestraint, chef de l'Armée secrète. Ils auront tous les deux de nombreux contacts avec les responsables du Comité national français et les chefs militaires britanniques ainsi que le 21 février avec le chef de l'état-major impérial britannique, le général Alan Brooke.

Le même jour, le général De Gaulle remettra la décoration de l'ordre de la Libération à Jean Moulin en le nommant commissaire en mission (membre du Comité national), en lui confiant ce qui sera sa dernière mission avec pour contenu des instructions essentielles dans la mesure où elles réunissaient l'insurrection interne (réunifiée le 11 novembre 1942) et l'organisation extérieure de juin 1940 sur un sol étranger. En voici quelques lignes :

« Jean Moulin devient le seul représentant permanent du général de Gaulle et du Comité national pour l'ensemble du territoire métropolitain. Il doit être créé, dans les plus courts délais possibles, un Conseil de la Résistance unique pour l'ensemble du territoire métropolitain et présidé par Jean Moulin. Ce conseil de la Résistance assurera la représentation des groupements de résistance, des formations politiques résistantes et des syndicats ouvriers résistants. Le rassemblement doit s'effectuer sur la base des principes suivants :

- Contre les Allemands, leurs alliés et leurs complices, par tous les moyens et particulièrement les armes à la main,
- Contre toutes les dictatures et notamment celle de Vichy, quel que soit le visage dont elle se pare,
- Avec De Gaulle, dans le combat qu'il mène pour libérer le territoire et redonner la parole aux Français.

[...] Le Conseil de la Résistance forme l'embryon d'une représentation nationale réduite, conseil politique du général De Gaulle à son arrivée en France... »

Ce texte est capital, parce qu'il proclame l'hégémonie de l'homme de Londres et bientôt d'Alger en ces premiers mois de 1943, année charnière d'où émergera la France de la Libération.

Notre reconnaissance aux Britanniques est immense, née de l'entente entre Churchill et le général De Gaulle, la France libre changera le cours de l'histoire. L'objectif premier du général De Gaulle était que pas un jour ne s'écoule sans que des Français soient présents au combat. Ils seront au mieux 7000 volontaires en août 1940, mais il fera tout pour que leur statut en fasse les représentants d'une France toujours en guerre. Son deuxième objectif, est qu'il y ait des terres françaises où s'exerce une autorité régalienne française libre .

C'est le cas dès l'été 1940, grâce au ralliement de l'Afrique équatoriale, du Cameroun, de l'Inde française et des possessions françaises du Pacifique. Avec ses officiers, Félix Éboué capte sur la radio anglaise le message d'un général inconnu, De Gaulle. Il se renseigne et apprend par son homologue de la colonie britannique du Nigeria que le général De Gaulle s'est exilé à Londres d'où il avait appelé les Français à continuer les combats aux côtés de l'Angleterre.

Le 3 juillet, Félix Éboué répond favorablement à l'appel du général De Gaulle et lui écrit une longue lettre pour l'informer de son ralliement personnel. Le troisième objectif du général, faire reconnaître cette France libre comme une entité politique française, ce qui lui prendra des années.

Dans son discours du 18 juin 1942, deux ans après son célèbre appel, le Général de Gaulle s'exprimera : *"Mais, puisque la France a fait entendre sa volonté de triompher, il n'y aura jamais pour nous ni doute, ni lassitude, ni renoncement. Unis pour combattre, nous irons jusqu'au bout de notre devoir envers elle, nous irons jusqu'au bout de la libération nationale. Alors, notre tâche finie, notre rôle effacé, après tous ceux qui l'ont servie depuis l'aurore de son Histoire, avant tous ceux qui la serviront dans son éternel avenir, nous dirons à la France, simplement, comme Péguy : « Mère, voyez vos fils, qui se sont tant battus ».*

Au cœur de l'abîme, des hommes et des femmes ont choisi de ne pas baisser les bras, de se battre courageusement, à partir de là, la résistance de l'ombre naîtra avec Jean Moulin certain que le combat n'est jamais vain pour ceux qui servent leur pays dans la solidarité et la fraternité ! Jean Moulin aidera le général De Gaulle à unifier la résistance sur le territoire national au moment le plus difficile pour l'homme du 18 juin 1940 et créera le 27 mai 1943, le Conseil national de la résistance auquel le général De Gaulle rendra hommage dans ses *Mémoires* : *« Un trait essentiel de la résistance française est la volonté de rénovation sociale. »* écrivait-il.

Aujourd'hui comme hier, l'engagement n'a de sens que par l'action, il montre la valeur des hommes et des femmes de courage dont l'histoire continue d'honorer la mémoire et l'héroïsme pour la liberté !

Aujourd'hui comme hier, nous sommes unis pour protéger la nation ! Même si nous sommes frappés par l'histoire qui ne se répète pas obligatoirement sous la même forme, c'est un combat perpétuel dans lequel la nation française est une et indivisible ! Dernier héros de notre histoire, le général De Gaulle est à jamais dans le cœur des Français parce qu'il a combattu et sauvé le pays pour la liberté !

*Christine ALFARGE Secrétaire générale de l'Académie du Gaullism



APPEL DU 18 JUIN

1940 - 2024





Européennes de juin 2024 : pour quoi ?

par Paul Kloboukoff,

A trois semaines des élections, les sondages convergent pour en donner d'avance les résultats en France et au niveau de l'ensemble de l'Union européenne (UE). Bien qu'entre les Etats membres des orientations communes se dégagent, il apparait aussi que les enjeux nationaux priment dans les choix des électeurs, et qu'en France nombre de ceux-ci désirent sanctionner le président Macron.

Afin de permettre aux intéressés de mieux appréhender le contexte et les enjeux de leur vote (ou abstention), j'ai apporté ici quelques infos sur les pronostics issus des sondages, d'une part, et rappelé les rôles du Parlement européen (PE) ainsi que des autres institutions qui participent aux prises de décision de l'Union... que nos concitoyens connaissent souvent assez mal, d'autre part.

Simulation des résultats des européennes en France

Dans le tableau ci-dessous, figurent les places de chacun des Groupes au Parlement européen avant les élections, d'un côté, et, de l'autre, les résultats des élections de juin 2024 en France, s'ils sont conformes aux intentions de vote recueillies lors du sondage Ifop pour le Figaro du 13 mai.



Tableau 1 : Simulation des résultats attendus des européennes en France

Union européenne		France				
Avant les élections		Election de juin 2024				
Groupe	Sièges	Parti	Tête de liste	% votes	Sièges	
					Nb	+ ou -
Gauche (GUE-GNL)	37	LFI	Manon Aubry	8%	7	+ 1
Sociaux-démocrates (S&D)	141	Socialistes	Rapha Glucksman	14%	12	+ 5
Ecolos et régionalistes (Greens-EFA)	72	EELV	Marie Toussaint	6%	5	- 7
Libéraux-démocrates (Renew)	101	Renaissance	Valérie Hayer	17%	14	- 9
Chrétiens démocrates (PPE)	177	Républicains	F X Bellamy	7,5%	6	- 2
Conservateurs eurosceptiques (ECR)	68	Reconquête	Marion Maréchal	6%	5	+ 4
Nationalistes (ID)	59	RN	Jordan Bardella	32,5%	27	+ 9
Non-inscrits (NI)	50			6,5%	5	+ 1
Gauche (GUE-GNL)		PCF	Léon Deffontaine	2,5%		
Totaux	705*			100%	81	+ 2

Après les élections, le nombre total de sièges sera de 720*

Sources : touteurope.eu, sondage Ifop pour le Figaro du 13 mai 2024

Les sondages sur les intentions de vote aux élections de juin 2024 se rejoignent. Celui de l'Ifop du 13 mai laisse présager :

- . Un recul important des partis Renaissance et Europe Ecologie les Verts (EELV) ;
- . Un repli des Républicains, dont la représentation au Parlement européen est déjà modeste ;
- . Un retour en grâce des Socialistes conduits par Raphaël Glucksman ;
- . Une montée en flèche de Reconquête menée par Marion Maréchal ;
- . Un leadership du RN, dont le président, Jordan Bardella, « caracole en tête des sondages ».

De tels résultats d'un scrutin que des observateurs considèrent comme des « élections à mi-mandat » constitueront (probablement) une correction infligée au président Macron et à son parti.

Une redistribution des cartes prévue à l'échelle de l'UE

Au mois de mars, un sondage a été réalisé par l'Ipsos auprès d'environ 26 000 électeurs de 18 Etats membres de l'UE sur les intentions de vote aux élections de juin 2024. « Les projections pour les 9 autres pays, plus petits, ont été réalisées à partir des différents sondages déjà publiés ». Non sans inquiétude, touteurope.eu en a résumé les résultats dans un article intitulé « Elections européennes 2024 : selon un sondage à l'échelle de l'UE, **les partis Europhiles résistent à la progression de la droite radicale** » (1).

Les prévisions issues de ce sondage géant sont reproduites dans le tableau ci-dessous.

Tableau 2 : Prévisions des résultats des élections à l'échelle européenne

Groupes représentés	Nb de sièges au Parlement (PE)		
	Avant élections	Après élections	Variation
Parti populaire européen (PPE)	178	177	-1
Alliance des Socialistes et Démocrates (S&D)	140	136	-4
Renew Europe	102	85	-17
Identité et Démocratie (ID)	59	81	+ 22
Conservateurs et réformistes européens (CRE)	68	76	+ 8
Ecologistes (Verts/ALE)	72	55	-17
La Gauche (GUE-NGL)	37	42	+ 5
Non-inscrits	49	68	+ 19
Totaux	705	720	+ 15

Source : touteurope.eu / sondage de l'ifop, le 23/03/2024

En souffrance, chacun des deux groupes Renew Europe et Ecologistes perd 17 sièges.

Parmi les groupes autrefois majoritaires, le nombre de sièges du PPE, de droite, est quasiment stable, tandis que celui des Socialistes et Démocrates perd 4 sièges.

Au contraire, ensemble, les groupes les plus à droite, ID et CRE obtiennent 30 sièges de plus. A gauche de la gauche, GUE-NGL gagne 5 sièges.

touteurope.eu observe ainsi : « **Au Parlement européen, la droite radicale progresse, les libéraux et les écologistes dégringolent** ».

L'Ipsos note aussi que le rapport de force au PE ne devrait pas fondamentalement changer. En effet, une « Super-grande coalition » comprenant les groupes europhiles (Les Verts/ALE, S&D, Renew Europe et le PPE rassemblerait 63% des élus (453 sur 720). Même sans les Ecologistes, la coalition resterait majoritaire, avec 55% des sièges (398 élus). Pas de raison de se lamenter, donc ! Cependant, « la progression des partis de droite radicale (CRE) et nationalistes (ID) peut entraîner une multiplication de majorités de blocage à droite sur certains textes, comme on le voit en cette fin de mandature sur les dossiers climatiques et environnementaux ».

Après les élections, un président pour le PE et une nouvelle Commission

Les députés devront élire le président du PE, à la majorité absolue. En remplacement de la Maltaise Roberta Metsola, présidente depuis le 18 janvier 2022, il apparaît probable qu'un candidat du groupe PPR, en tête dans les sondages, sera retenu.

Viendra ensuite la nomination du président de la Commission de Bruxelles (2). Les gouvernements des Etats de l'Union présenteront un candidat, en principe consensuel, en tenant compte des résultats des élections. Une coalition parlementaire sera nécessaire pour constituer la majorité qualifiée qui devra approuver le choix des gouvernements. L'Allemande Ursula von der Leyen (UVDL), actuelle présidente, souhaite que son mandat soit renouvelé. Même si Les Républicains ne la soutiennent pas, elle sera probablement choisie.

A la fin de l'été, le Conseil européen, qui comprend les 27 chefs d'Etat ou de gouvernement des Etats de l'UE, nommera les membres de la future Commission.

Il appartiendra alors à la nouvelle présidente de la Commission de répartir entre eux les fauteuils des Commissaires (2).

Le processus décisionnel complexe de l'Union européenne

Quatre institutions interviennent généralement dans le processus de décision de l'UE : le Conseil européen, la Commission européenne, le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne (3).

Au sommet, le Conseil européen, rassemblant les 27 chefs d'Etat et de gouvernement, est le centre d'impulsion des grandes orientations de l'UE, arrêtées à l'unanimité de ses membres. Son président est nommé pour deux ans et demi. Actuellement, c'est Charles Michel.

La Commission de Bruxelles est composée de 27 membres, un par Etat. Elle détient le pouvoir exécutif de l'Union. Elle a également le « monopole d'initiative » en matière législative. Elle propose chaque année le budget de l'UE. « Gardienne des traités », elle sanctionne les Etats qui ne les respectent pas.

Le rôle principal du Parlement européen est d'amender et d'approuver les textes proposés par la Commission ainsi que le budget de l'UE. Le PE dispose aussi d'un « droit d'initiative législative » qui lui permet de demander à la Commission de soumettre une proposition.

Le Conseil de l'Union européenne (ou Conseil des ministres de l'UE), composé des ministres des 27, « se prononce à son tour sur les textes de loi et le budget européen ». Sa présidence est renouvelée tous les six mois.

Une baisse de la participation anticipée

La participation aux élections est un indicateur regardé avec attention. Après un rebond en 2019, un recul est attendu en juin 2024, reflétant une perte d'intérêt des populations pour l'Union européenne et ses institutions. Il y a 5 ans, en France, la participation était remontée à 50,12%. Il apparaît probable qu'elle descende assez nettement sous les 50%. Critiques et méfiance envers l'UE et prédominance excessive de la Commission expliquent en partie la hausse prévue de l'abstention. Le rôle du PE et les rouages conduisant aux prises de décisions « par l'UE » sont complexes et mal connus de la plupart des Français (et sans doute aussi des autres Européens). Cela ne les encourage pas à aller voter.

Le fait que les résultats des élections de juin paraissent « assurés » d'avance n'est également pas un argument favorable à une forte participation. Mais, à plusieurs semaines des élections, les sondages ont-ils forcément raison ?

Un vent vigoureux souffle sur l'UE, orienté vers moins de fédéralisme, d'intégriste, et plus d'Europe des nations. La reconduction d'Ursula von der Leyen à la tête de la Commission indiquerait que les dirigeants des Etats membres n'ont pas perçu cette aspiration, ou ne veulent pas en tenir compte. Il semble que Les Républicains, qui ne soutiennent pas la candidature d'UVDL, l'ont bien compris.

*Paul KLOBOUKOFF Académie du Gaullisme Le 19 mai 2024

Sources et références :

(1) Elections européennes 2024 : selon un sondage à l'échelle de l'UE, les partis europhiles résistent à la progression de la droite radicale touteurope.eu/vie-politique-des-etats-membres/elections-europeennes-selon-un-sondage... le 20/03/2024

(2) Elections européennes 2024 : le petit guide pour tout comprendre le monde.fr/les-decodeurs/article/2024-05-13/elections-europeennes...

(3) Le processus de décision de l'Union européenne touteurope.eu/fonctionnement-de-l-ue/le-processus... le 19/06/2020



In Memoriam - Georges Pompidou Hommage de Pierre Messmer

1^{er} Ministre en mai 1974

Par Pierre Messmer,

La mort dépouille celui qui vient de succomber de tout ce qui n'est plus l'essentiel, et fait apparaître tout-à-coup les traits profonds et durables de sa vie.

Ainsi de Georges Pompidou, et du souvenir qu'il laissera dans nos mémoires et dans l'Histoire.

Le destin de celui qui fut pendant si longtemps le collaborateur du général De Gaulle avant d'en être le Premier Ministre pendant six ans et le successeur pendant cinq ans, apparaît maintenant, en pleine lumière, comme marqué d'une grande passion : celle de l'indépendance. Mais aussi d'une conviction : que, pour un pays comme le nôtre, l'indépendance ne va pas sans la puissance qui la garantit et la préserve.

Qui ne voit que la volonté d'indépendance qui fut au cœur même de l'action du général De Gaulle a sous-tendu tous les efforts, toutes les démarches, toutes les initiatives, tous les combats qui ont jalonné les cinq années durant lesquelles Georges Pompidou a gouverné la France ?

Pour lui, l'enjeu était si capital qu'il considéra toujours comme son premier devoir de chef de l'État d'affronter, pour sauver l'indépendance nationale, les menaces, les tempêtes, les conjurations, ou, plus simplement, les tentations quotidiennes de la facilité et de l'abandon. Il le fit à sa manière, qui était celle d'un homme équilibré, sachant prendre la mesure des choses mais qui gardait au fond de lui-même la plus inébranlable volonté dès lors qu'étaient en cause les grandes querelles qu'il soutenait.

Mais c'était un homme de son siècle et rien de ce qui fait le monde moderne ne lui échappait. C'est dire qu'il a su discerner, avec la plus rigoureuse lucidité, quelles étaient aujourd'hui les conditions de la puissance, garantie de notre indépendance.

De là son attachement à cette grande tâche qui est de faire de la France une véritable puissance industrielle. Il savait que là n'était pas seulement la base du progrès social qu'il voulait promouvoir mais aussi la condition indispensable pour que notre pays puisse peser de tout son poids dans le monde tel qu'il est.

Aux hommes épris de justice et de paix, son action rappelait et rappellera toujours que l'une et l'autre supposent la force économique et l'équilibre entre les nations.

Aujourd'hui comme hier, l'indépendance de la France suppose la puissance militaire. À notre époque, et pour une nation de notre dimension, cela veut dire la puissance nucléaire. Le choix historique fait par notre pays en faveur d'une force nationale de dissuasion fut aussi celui de Georges Pompidou.

Quand le général De Gaulle quitta le pouvoir, certains purent s'interroger sur la poursuite de l'entreprise : la réponse qu'apporta Georges Pompidou fut la résolution inébranlable de maintenir le choix de la France.

Et l'on sait combien il dut, pour cela, affronter de pressions, d'intrigues et d'objurgations. Si nous atteignons aujourd'hui au degré de puissance nucléaire qui est le nôtre, c'est à cinq ans d'efforts délibérément poursuivis sous l'autorité de Georges Pompidou que nous le devons.



Il savait aussi qu'il n'y a pas d'indépendance qui vaille, ni de puissance crédible si le peuple tout entier s'abandonne et renonce à croire qu'il y va de son destin.

Georges Pompidou n'a jamais manqué une occasion de rappeler que la Patrie demeurait la valeur suprême, sur quoi se fonde la cohésion nationale, et que le patriotisme est par conséquent pour un peuple la première des vertus. Il a rappelé aux Français, en particulier aux plus jeunes d'entre eux que, loin d'être « dépassée », la Patrie est indissociable de la liberté et du bonheur de chacun ».

Trop de peuples, dans le monde entier, font tragiquement l'expérience du lien indissoluble qui existe entre l'indépendance nationale et le libre choix de chacun, entre la défense de la Patrie et la possibilité pour les citoyens de déterminer leur propre avenir, pour que ce rappel ne soit pas essentiel.

Telle est en effet l'éternelle actualité du patriotisme. Telle est aussi l'éternelle actualité de l'enseignement que nous a laissé Georges Pompidou.

Sachons ne jamais l'oublier !



Béret vert Broché

Philippe Kieffer



Commandant PHILIPPE KIEFFER BÉRET VERT

Edition présentée et annotée par Benjamin Massieu

Père de famille sans expérience militaire, Philippe Kieffer fonde et commande, à partir de 1942, le 1^{er} bataillon de fusiliers marins commandos. Cette unité de la France Libre est la première unité de commandos marine de l'armée française. Formés au redoutable camp d'Achnacarry en Écosse, lui et ses « bérets verts » mènent des raids secrets sur les côtes européennes entre 1942 et 1944.

Le 6 juin 1944, ils sont les seuls Français à débarquer sur les plages normandes aux côtés des Alliés. En première ligne durant toute la bataille de Normandie, les commandos français, après quelques semaines de repos, repartent à l'assaut le 1^{er} novembre 1944. Ils participent à l'opération *Infatuate* : l'attaque de l'île de Walcheren au Pays-Bas, un « des faits d'armes les plus courageux et les plus audacieux de toute la guerre » pour le général Eisenhower.

Paru une première fois en 1948, *Béret vert* est un ouvrage fascinant : le premier témoignage d'un de ces commandos, celui de leur chef. À l'heure où les hommes du « Commando Kieffer » sont devenus un symbole, que les discours officiels en font l'incarnation de la France le 6 juin 1944, il importait de rééditer et présenter ce texte fondateur.

ÉDITIONS PIERRE DE TAILLAC

X€



Historien, professeur d'Histoire-Géographie et chargé de recherche au musée des fusiliers marins de Lanester, Benjamin Massieu étudie la Seconde Guerre mondiale et particulièrement l'histoire de la France libre et de la Libération.

Il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur Philippe Kieffer et ses hommes, notamment d'une biographie de Philippe Kieffer saluée par la critique et récompensée par plusieurs prix.

Père de famille sans expérience militaire, Philippe Kieffer fonde et commande, à partir de 1942, le 1^{er} bataillon de fusiliers marins commandos. Cette unité de la France libre est la première unité de commandos marine de l'armée française. Formés au redoutable camp d'Achnacarry en Écosse, lui et ses « bérets verts » mènent des raids secrets sur les côtes européennes entre 1942 et 1944.

Le 6 juin 1944, ils sont les seuls Français à débarquer sur les plages normandes aux côtés des Alliés. En première ligne durant toute la bataille de Normandie, les commandos français, après quelques semaines de repos, repartent à l'assaut le 1^{er} novembre 1944.

Ils participent à l'opération *Infatuate* : l'attaque de l'île de Walcheren aux Pays-Bas, un « des faits d'armes les plus courageux et les plus audacieux de toute la guerre » pour le général Eisenhower.

Paru une première fois en 1948, *Béret vert* est un ouvrage fascinant : le premier témoignage d'un de ces commandos, celui de leur chef. À l'heure où les hommes du « Commando Kieffer » sont devenus un symbole, que les discours officiels en font l'incarnation de la France le 6 juin 1944, il importait de rééditer et présenter ce texte fondateur.

Béret vert Broché – Grand livre, paru le 29 mars 2024
de [Philippe Kieffer](#) (Auteur), [Benjamin Massieu](#) (Préface)





EXPOSITION



« Eisenhower-De Gaulle: de l'amitié à l'alliance, dans la guerre et dans la paix »

DU 23 MAI AU 30 NOVEMBRE 2024

Airborne Museum



« Eisenhower-De Gaulle: de l'amitié à l'alliance, dans la guerre et dans la paix » est une exposition itinérante conçue conjointement par la [Fondation Charles de Gaulle](#) et la [Bibliothèque présidentielle Eisenhower](#), et qui a été exposée au [Musée de l'Armée des Invalides](#). Elle a été réalisée avec le soutien de The First Alliance Foundation (TFA).

L'EXPOSITION TEMPORAIRE

Au sein de l'espace dédié du Centre de Conférence Reagan, l'Airborne Museum met en place des expositions temporaires qui restent généralement installées pour une durée d'un an, reconductibles une seconde année selon les occurrences.

Après l'exposition « L'Assaut par les airs: les parachutistes de la seconde guerre mondiale », restée en place pour 2022 et 2023, place à la nouvelle exposition temporaire, qui sera ouverte au public uniquement pour l'année 2024, sans reconduction. Le choix de celle-ci s'est fait en accord avec l'année exceptionnelle qu'est 2024, pour le secteur de la mémoire.

« Eisenhower-De Gaulle: de l'amitié à l'alliance, dans la guerre et dans la paix » ouvrira ses portes au public le 23 mai, et restera accessible jusqu'au 30 novembre. Cette exposition est un regard croisé sur ces deux grandes figures non seulement de la Seconde Guerre mondiale, mais aussi du XX^e siècle, qui ont toutes deux marqué leur pays et influencé le cours des événements dans le monde.


Cette exposition est pour son séjour à l'Airborne Museum officiellement labellisée par la Région Normandie dans le cadre du 80^e anniversaire du Débarquement.



SOMMAIRE

- Nouvelle Année, Nouvel Espoir : rétablissons la souveraineté de la France. Jacques Myard page 1
- « Ils ont fait la France grandiose... » ... Christine Alfarge page 2
- Le général de Gaulle économie et finances ... Henri Fouquereau page 3
- Note de lecture de l'ouvrage « Entretien avec Michel Anfröl » ... Marc Fosseux page 4
- Noël nous faire redécouvrir l'échange vrai Marc Dugois page 7
- Deux défis majeurs pour le nouveau président américain ... Paul Kloboukoff page 8





BULLETIN D'ADHÉSION ET D'ABONNEMENT À 18 JUIN
Etablir votre chèque à l'ordre de l'Académie du Gaullisme et le retourner à :
Académie du Gaullisme

Nom et prénom..... Adresse

Code postal..... Ville.....

Téléphone fix..... Téléphone portable.....

Courriel

Cotisations : ---- x 25 € (plus de 25 ans) ---- x 10 € (moins de 25 ans) ---- x 30 € (couple)
À partir de ---- x 75 € (membre bienfaiteur)

Etablir votre chèque à l'ordre de l'Académie du Gaullisme et le retourner à : Académie de Gaullisme, Monsieur ALFARGE Amir
12, Rue Rabelais 86130 JAUNAY- MARIGNY

Site officiel Paris France
www.academie-gaullisme.fr

© 01.06.2024